



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, MARDI 20 FÉVRIER 1951

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, TUESDAY, FEBRUARY 20th, 1951

14-15 GEORGE VI, BILL 15

Loi pour faciliter la construction d'habitations familiales

[Sanctionnée le 14 février 1951]

ATTENDU que la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation, adoptée par la Législature en 1948, a permis jusqu'ici la construction de plusieurs milliers d'habitations familiales, grâce à l'aide financière de la province;

Attendu qu'elle a, en outre, contribué à augmenter de plus de cinquante millions de dollars la valeur des immeubles imposables par les autorités paroissiales, municipales et scolaires;

Attendu qu'il y a lieu d'ajouter de nouvelles sommes aux importantes contributions déjà fournies par la province pour

14-15 GEORGE VI, BILL 15

An Act to facilitate the construction of family dwellings

[Assented to, the 14th of February, 1951]

WHEREAS the Act to improve housing conditions, passed by the Legislature in 1948, has up to the present time made possible the construction of many thousands of family dwellings, due to financial aid from the Province;

Whereas, it has furthermore contributed to an increase of over fifty million dollars in the value of immovables assessable by parish, municipal and school authorities;

Whereas it is expedient to add further sums to the important contributions already made by the Province in co-

coopérer au règlement du problème du logement;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 6, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 9, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *b* par le suivant:

"*b*) "habitation nouvelle" signifie une maison d'habitation à un ou deux logis construite entièrement entre le quinze janvier 1948 et le premier février 1954;"

2. L'article 9 de la Loi pour améliorer les conditions de l'habitation (12 George VI, chapitre 6), remplacé par l'article 5 de la loi 13 George VI, chapitre 9, et par l'article 1 de la loi 14 George VI, chapitre 8, est de nouveau remplacé par le suivant:

"**9.** Le gouvernement est autorisé à affecter, pour les fins de la présente loi, une somme totale de vingt millions de dollars."

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 16

Loi modifiant la Loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1 de la loi 12 George VI, chapitre 7, modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 10, est de nouveau modifié en remplaçant le paragraphe *c* par le suivant:

"*c*) "habitation nouvelle" signifie une habitation au sens du paragraphe précédent, construite entièrement entre le quinze janvier 1948 et le premier février 1954."

2. L'article 16 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**16.** Les pouvoirs conférés aux corporations par les articles 2, 3 et 15 ne peuvent être exercés après le premier février 1954."

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

operation with a view to the settlement of the housing problem;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 12 George VI, chapter 6, amended by section 1 of the act 13 George VI, chapter 9, is again amended by replacing paragraph *b* by the following:

"*b.* "new dwelling" means a dwelling-house of one or two dwellings, entirely built between the fifteenth of January 1948 and the first of February 1954;"

2. Section 9 of the Act to improve housing conditions (12 George VI, chapter 6), replaced by section 5 of the act 13 George VI, chapter 9, and by section 1 of the act 14 George VI, chapter 8, is again replaced by the following:

"**9.** The Government is authorized to appropriate, for the purposes of this act, a total sum of twenty million dollars."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 16

An Act to amend the Act to grant to municipalities special powers to remedy the housing shortage

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 1 of the act 12 George VI, chapter 7, amended by section 1 of the act 13 George VI, chapter 10, is again amended by replacing paragraph *c* by the following:

"*c.* "new dwelling" means a dwelling according to the meaning of the preceding paragraph, entirely built between the 15th of January 1948 and the 1st of February, 1954."

2. Section 16 of the said act is replaced by the following:

"**16.** The powers granted to corporations by sections 2, 3 and 15 shall not be exercised after the 1st of February, 1954."

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 5

Loi autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs

[Sanctionnée le 16 novembre 1950]

ATTE^ND^U qu'il est de l'intérêt de la province de continuer et d'augmenter l'aide accordé aux agriculteurs par l'entremise du crédit agricole provincial, qui a puissamment contribué à stabiliser et à stimuler l'agriculture, à consolider l'économie rurale et à rétablir l'équilibre nécessaire entre celle-ci et l'économie urbaine;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux conditions qu'il détermine et sur la recommandation du ministre de l'agriculture, autoriser le trésorier de la province à verser, à même le fonds consolidé du revenu, à l'Office du crédit agricole du Québec, outre les sommes que celui-ci est déjà autorisé à prêter aux cultivateurs, un montant additionnel de huit millions de dollars, pour être employé aux fins prévues par la Loi du crédit agricole du Québec (1 Édouard VIII (2e session), chapitre 3), en la manière et aux conditions déterminées par cette loi avant sa modification par la loi de 1940, 4 George VI, chapitre 6.

En conséquence, les prêts qui seront faits aux agriculteurs à même ce crédit additionnel porteront intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement, et seront remboursables, au choix de l'emprunteur, soit en trente ans, par amortissement d'un et demi pour cent par année pendant cette période et paiement du solde à l'expiration de celle-ci, soit en trente-neuf ans et demi, par amortissement au même taux, l'emprunteur ou ses ayants droit conservant néanmoins le droit de rembourser tout prêt par anticipation, en totalité ou en partie.

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 5

An Act to authorize the loan of an additional sum of eight million dollars to farmers

[Assented to, the 16th of November, 1950]

WHEREAS it is in the interest of the Province to continue and to increase the aid granted to farmers through provincial farm credit, which has greatly contributed to stabilize and stimulate agriculture, to consolidate the rural economy and reestablish the necessary equilibrium between the latter and the urban economy;

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Lieutenant-Governor in Council may, on such conditions as he may determine, and upon the recommendation of the Minister of Agriculture, authorize the Provincial Treasurer to pay, out of the consolidated revenue fund, to the Quebec Farm Credit Bureau, besides the sums which the latter is already authorized to loan to farmers, an additional amount of eight million dollars, to be used for the purposes contemplated in the Quebec Farm Credit Act (1 Edward VIII (2nd Session), chapter 3), in the manner and on the conditions specified in the said act before its amendment by the act of 1940, 4 George VI, chapter 6.

Consequently the loans to be made to farmers from this additional credit shall bear interest at the rate of two and a half per cent per annum, payable semi-annually, and shall be repayable, at the borrower's option, either in thirty years, by amortization at one and a half per cent per annum during such period and payment of the balance due at its expiration, or in thirty-nine and a half years, by amortization at the same rate, the borrower or his successors retaining nevertheless the right to repay any loan by anticipation in whole or in part.

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 27

Loi pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 11 de la Loi du département des pêcheries maritimes (Statuts révisés, 1941, chapitre 200, remplacé par l'article 1 de la loi 6 George VI, chapitre 55), édicté par l'article 1 de la loi 7 George VI, chapitre 34, et modifié par l'article 1 de la loi 13 George VI, chapitre 58, est remplacé par le suivant:

"**11.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, chaque année financière, autoriser le trésorier de la province à garantir et à payer s'il y a lieu, à même le fonds consolidé du revenu, jusqu'à concurrence d'une somme totale annuelle n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars, le remboursement d'avances ou de prêts consentis pour des fins de pêche maritime par des sociétés coopératives de pêcheurs, des fédérations de coopératives de pêcheurs, des caisses populaires et des unions ou fédérations de caisses populaires."

2. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 27

An Act to ensure greater credit facilities to fishermen

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 11 of the Maritime Fisheries Department Act (Revised Statutes, 1941, chapter 200, replaced by section 1 of the act 6 George VI, chapter 55), enacted by section 1 of the act 7 George VI, chapter 34, and amended by section 1 of the act 13 George VI, chapter 58, is replaced by the following:

"**11.** The Lieutenant - Governor in Council may, each fiscal year, authorize the Provincial Treasurer to guarantee, and to pay if need be, out of the consolidated revenue fund, an annual total amount up to but not exceeding two hundred and fifty thousand dollars, in reimbursement of advances or loans made for maritime fishery purposes by fishermen's cooperative associations, federations of fishermen's cooperatives, credit unions and unions or federations of credit unions."

2. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 18

Loi pour faciliter le succès de la souscription en faveur du Collège de Lévis

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, la cité de Québec et les corporations municipales des districts électoraux de Lévis et de Bellechasse sont autorisées à consentir, par résolution de leur conseil municipal, et à verser au Collège de Lévis, aux conditions qu'elles déterminent, les donations qu'elles jugent convenables.

Ces résolutions entrent en vigueur dès leur approbation par la Commission municipale de Québec.

Les corporations municipales sont autorisées à utiliser leurs fonds généraux et

14-15 GEORGE VI, BILL 18

An Act to facilitate the success of the subscription for the College of Lévis

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Notwithstanding any incompatible legislative provision, the city of Québec and the municipal corporations of the electoral districts of Lévis and Bellechasse are authorized to grant, by resolution of their municipal councils, and to pay to the College of Lévis, on such conditions as they may determine, such gifts as they may deem proper.

Such resolutions shall come into force upon approval by the Québec Municipal Commission.

The municipal corporations are authorized to use their general funds and also to

aussi à contracter des emprunts pour les fins de ces donations. Ces emprunts, sujets à la seule approbation de la Commission municipale de Québec, n'affectent pas leurs pouvoirs généraux d'emprunt.

2. Les compagnies et autres corporations privées constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir, par résolution de leurs directeurs ou administrateurs respectifs, et à verser au Collège de Lévis les donations qu'elles jugent convenables.

3. Les donations consenties au Collège de Lévis en vertu de la présente loi sont soustraites à l'application des articles 776 et 787 du Code civil. Elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constate est signé par le donateur ou, quant aux corps publics visés à l'article 1, dès l'entrée en vigueur de la résolution. Elles ne peuvent ensuite être révoquées que du consentement du Collège de Lévis.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

contract loans for the purpose of such gifts. Such loans, which shall be subject only to approval by the Quebec Municipal Commission, shall not affect their general borrowing powers.

2. Companies and other private corporations incorporated under the laws of the Province are authorized to grant, by resolution of their respective directors or administrators, and to pay to the College of Lévis such gifts as they may deem proper.

3. Gifts made to the College of Lévis under this act shall not be subject to the provisions of articles 776 and 787 of the Civil Code. They may be made by private writing and shall be valid and deemed to be accepted when the writing evidencing the same is signed by the donor or, as to the public bodies contemplated in section 1, upon the coming into force of the resolution. Thereafter they cannot be revoked except with the consent of the College of Lévis.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 19

Loi concernant le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Nonobstant toute disposition législative inconciliable, les corporations municipales du diocèse des Trois-Rivières sont autorisées à consentir, par résolution de leur conseil, et à verser au Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan, aux conditions qu'elles déterminent, les donations qu'elles jugent convenables.

Ces résolutions entrent en vigueur dès leur approbation par la Commission municipale de Québec.

Les corporations municipales sont autorisées à utiliser leurs fonds généraux et aussi à contracter des emprunts pour les fins de ces donations. Ces emprunts, sujets à la seule approbation de la Commission municipale de Québec, n'affectent pas leurs pouvoirs généraux d'emprunt.

2. Les compagnies et autres corporations privées constituées en vertu des lois de la province sont autorisées à consentir, par résolution de leurs directeurs ou admi-

14-15 GEORGE VI, BILL 19

An Act respecting the Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Notwithstanding any incompatible legislative provision, the municipal corporations of the diocese of Three-Rivers are authorized to grant, by resolution of their councils, and to pay to the Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan, on such conditions as they may determine, such gifts as they may deem proper.

Such resolutions shall come into force upon approval by the Quebec Municipal Commission.

The municipal corporations are authorized to use their general funds and also to contract loans for the purpose of such gifts. Such loans, which shall be subject only to approval by the Quebec Municipal Commission, shall not affect their general borrowing powers.

2. Companies and other private corporations incorporated under the laws of the Province are authorized to grant, by resolution of their respective directors or

nistrateurs respectifs, et à verser au Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan les donations qu'elles jugent convenables.

3. Les donations consenties au Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan en vertu de la présente loi sont soustraites à l'application des articles 776 et 787 du Code civil. Elles peuvent être faites sous seing privé et elles sont valables et réputées acceptées dès que l'écrit qui les constate est signé par le donateur ou, quant aux corps publics visés à l'article 1, dès l'entrée en vigueur de la résolution. Elles ne peuvent ensuite être révoquées que du consentement du Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

administrators, and to pay to the Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan such gifts as they may deem proper.

3. Gifts made to the Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan under this act shall not be subject to the provisions of articles 776 and 787 of the Civil Code. They may be made by private writing and shall be valid and deemed to be accepted when the writing evidencing the same is signed by the donor or, as to the public bodies contemplated in section 1, upon the coming into force of the resolution. Thereafter they cannot be revoked except with the consent of the Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 7

Loi modifiant la Loi concernant les publications et la morale publique

[Sanctionnée le 16 novembre 1950]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La version anglaise de l'article 2 de la loi 14 George VI, chapitre 12, est modifiée

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, le mot "editor" par le mot "publisher";

b) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, le mot "editor's" par le mot "publisher's".

2. L'article 1 a son effet depuis le premier mai 1950.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 25

Loi des recours judiciaires en matières municipales et scolaires

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 279 de la Loi des cités et villes (Statuts refondus, 1941, chapitre 233) est modifié

14-15 GEORGE VI, BILL 7

An Act to amend the Act respecting Publications and Public Morals

[Assented to, the 16th of November, 1950]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The English version of section 2 of the act 14 George VI, chapter 12, is amended:

a. by replacing, in the fifth line of the first paragraph, the word "editor" by the word "publisher";

b. by replacing, in the seventh line of the first paragraph, the word "editor's" by the word "publisher's".

2. Section 1 shall have effect as from the first of May, 1950.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 25

Municipal and School Matters Judicial Recourses Act

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. Section 279 of the Cities and Towns Act (Revised Statutes, 1941, chapter 233) is amended

a) en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "Cour supérieure ou d'un des juges" par les mots "Cour de magistrat ou d'un des magistrats";

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne du troisième alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

2. L'article 329 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans les deuxième et cinquième lignes du paragraphe 1, le mot "juge" par le mot "magistrat";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du paragraphe 3, le mot "juge" par le mot "magistrat";

c) en remplaçant, dans la troisième ligne du paragraphe 4, le mot "juge" par le mot "magistrat".

3. L'article 331 de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "tribunal", dans la troisième ligne, les mots ", le magistrat".

4. L'article 336 de ladite loi est modifié en remplaçant le dernier alinéa par le suivant:

"La connaissance et la décision de cette contestation appartiennent, en terme ou en vacance, exclusivement à la Cour de magistrat du district où est située, entièrement ou en partie, la municipalité dans laquelle l'élection a eu lieu."

5. L'article 338 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne du paragraphe 7, le mot "juge" par le mot "magistrat";

b) en remplaçant, dans les dixième et onzième lignes du paragraphe 8, les mots "la cour ou le juge" par les mots "le tribunal ou le magistrat".

6. L'article 339 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"339. Il y a appel du jugement final à la Cour de révision en matières provinciales.

Cet appel doit être interjeté dans les trente jours de la date du jugement et doit être entendu, par préséance sur les autres, avec toute la diligence possible.

Il est, quant au surplus, sujet à l'application des dispositions du Code de procédure civile relatives aux appels devant la Cour du banc du roi.

Le jugement de la Cour de révision en matières provinciales est définitif."

7. L'article 514 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"514. Lorsque la taxe foncière basée sur l'évaluation municipale en litige atteint cinq cents dollars, il y a appel du

a. by replacing, in the fourth and fifth lines of the first paragraph thereof, the words "Superior Court or a judge thereof" by the words "Magistrate's Court or a magistrate";

b. by replacing, in the fifth line of the third paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

2. Section 329 of the said act is amended

a. by replacing, in the second, fifth and seventh lines of subsection 1, the word "judge" by the word "magistrate";

b. by replacing, in the third line of subsection 3, the word "judge" by the word "magistrate";

c. by replacing, in the second line of subsection 4, the word "judge" by the word "magistrate".

3. Section 331 of the said act is amended by inserting, after the word "judge" in the third line thereof, the word ", magistrate".

4. Section 336 of the said act is amended by replacing the last paragraph thereof by the following:

"The hearing and decision of such contestation, in term or in vacation, shall be had exclusively before the Magistrate's Court, in the district in which the municipality where the election was held, is wholly or partly situated."

5. Section 338 of the said act is amended

a. by replacing, in the fifth line of subsection 7, the word "judge" by the word "magistrate";

b. by replacing, in the ninth line of subsection 8, the word, "judge" by the word "magistrate".

6. Section 339 of the said act is replaced by the following:

"339. An appeal from the final judgment shall lie to the Court of Review in Provincial Matters.

Such appeal must be taken within thirty days from the date of the judgment and shall be heard with priority over other appeals and with all possible diligence.

It shall, in other respects, be subject to the provisions of the Code of Civil Procedure relating to appeals before the Court of King's Bench.

The judgment of the Court of Review in Provincial Matters shall be final."

7. Section 514 of the said act is replaced by the following:

"514. When the real estate tax based on the municipal valuation so contested amounts to five hundred dollars, there

jugement de la Cour de magistrat à la Cour de revision en matières provinciales, qui prononce en dernier ressort.

Cet appel doit être interjeté dans les huit jours du jugement de la Cour de magistrat; il est, quant au surplus, sujet à l'application des dispositions du Code de procédure civile relatives aux appels devant la Cour du banc du roi."

8. L'article 547 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"**547.** Il y a appel à la Cour de revision en matières provinciales de la décision finale rendue sur toute poursuite intentée en vertu de l'article 546, lorsque le montant réclamé excède la somme de cinq cents dollars.

Cet appel doit être interjeté dans les huit jours de cette décision; il est, quant au surplus, sujet à l'application des dispositions du Code de procédure civile relatives aux appels devant la Cour du banc du roi."

9. L'article 677*b* du Code municipal de la province de Québec, édicté par l'article 4 de la loi 13 George V, chapitre 84, est remplacé par le suivant:

"**677*b*.** Lorsque la taxe foncière basée sur l'évaluation municipale en litige atteint cinq cents dollars, il y a appel du jugement de la Cour de magistrat à la Cour de revision en matières provinciales, qui prononce en dernier ressort.

Cet appel doit être interjeté dans les huit jours du jugement de la Cour de magistrat; il est, quant au surplus, sujet à l'application des dispositions du Code de procédure civile relatives aux appels devant la Cour du banc du roi."

10. L'article 724*a* dudit code, édicté par l'article 7 de la loi 13 George V, chapitre 84, est remplacé par le suivant:

"**724*a*.** Il y a appel à la Cour de revision en matières provinciales de la décision finale rendue sur toute poursuite intentée en vertu de l'article 724, lorsque le montant réclamé excède la somme de cinq cents dollars.

Cet appel doit être interjeté dans les huit jours de cette décision; il est, quant au surplus, sujet à l'application des dispositions du Code de procédure civile relatives aux appels devant la Cour du banc du roi."

11. L'article 168 de la loi 62 Victoria, chapitre 58 (charte de la cité de Montréal)

shall be an appeal from the judgement of the Magistrate's Court to the Court of Review in Provincial Matters, whose decision shall be final.

Such appeal must be taken within eight days from the judgment of the Magistrate's Court; it shall, in other respects, be subject to the provisions of the Code of Civil Procedure relating to appeals before the Court of King's Bench."

8. Section 547 of the said act is replaced by the following:

"**547.** An appeal shall lie to the Court of Review in Provincial Matters from the final decision in all actions brought in virtue of section 546, when the sum claimed exceeds five hundred dollars.

Such appeal must be brought within eight days from such decision; it shall, in other respects, be subject to the provisions of the Code of Civil Procedure relating to appeals before the Court of King's Bench."

9. Article 677*b* of the Municipal Code of the Province of Quebec, enacted by section 4 of the act 13 George V, chapter 84, is replaced by the following:

"**677*b*.** When the real estate tax, based on the municipal valuation in litigation, attains five hundred dollars, an appeal shall lie from the judgment of the Magistrate's Court to the Court of Review in Provincial Matters, whose judgment shall be final.

Such appeal must be taken within eight days from the judgment of the Magistrate's Court; it shall, in other respects, be subject to the provisions of the Code of Civil Procedure relating to appeals before the Court of King's Bench."

10. Article 724*a* of the said Code, enacted by section 7 of the act 13 George V, chapter 84, is replaced by the following:

"**724*a*.** There shall be an appeal to the Court of Review in Provincial Matters from the final decision in all actions taken under article 724, when the amount claimed exceeds the sum of five hundred dollars.

Such appeal must be brought within eight days from such decision; it shall, in other respects, be subject to the provisions of the Code of Civil Procedure relating to appeals before the Court of King's Bench."

11. Section 168 of the act 62 Victoria, chapter 58 (Charter of the city of Mont-

est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du second alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

12. La rubrique du paragraphe 10 de la section VIII de ladite loi est remplacée par la suivante:

"§10.—DU DÉCOMPTE DEVANT LE
MAGISTRAT DE DISTRICT".

13. L'article 182 de ladite loi, remplacé par l'article 29 de la loi 1 George VI, chapitre 103, est modifié

a) en remplaçant, dans les cinquième et sixième lignes du premier alinéa, les mots "juge de la Cour supérieure" par les mots "magistrat de district";

b) en remplaçant, dans la dixième ligne du premier alinéa, les mots "protonotaire de la Cour supérieure" par les mots "greffier de la Cour de magistrat pour le district judiciaire de Montréal";

c) en remplaçant, dans la seizième ligne du premier alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

14. L'article 183 de ladite loi, remplacé par l'article 30 de la loi 1 George VI, chapitre 103, est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

15. L'article 184 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

16. L'article 185 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

17. L'article 186 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

18. L'article 187 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

19. L'article 188 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat";

b) en remplaçant, dans la première ligne du second alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

20. L'article 189 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne du premier alinéa de la version française, le mot "juge" par le mot "magistrat".

21. L'article 190 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième et septième lignes, le mot "juge" par le mot "magistrat".

real) is amended by replacing, in the third line of the second paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

12. The title of paragraph 10 of Section VIII of the said act is replaced by the following:

"§10.—RECOUNT BEFORE
A DISTRICT MAGISTRATE".

13. Section 182 of the said act, replaced by section 29 of the act 1 George VI, chapter 103, is amended

a. by replacing, in the sixth line of the first paragraph, the words, "judge of the Superior Court" by the words "district magistrate";

b. by replacing, in the tenth line of the first paragraph, the words "prothonotary of the Superior Court" by the words "clerk of the magistrate's court for the judicial district of Montreal";

c. by replacing, in the sixteenth line of the first paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

14. Section 183 of the said act, replaced by section 30 of the act 1 George VI, chapter 103, is amended by replacing, in the first line, the word "judge" by the word "magistrate".

15. Section 184 of the said act is amended by replacing, in the first line, the word "judge" by the word "magistrate".

16. Section 185 of the said act is amended by replacing, in the first line of the first paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

17. Section 186 of the said act is amended by replacing, in the first line, the word "judge" by the word "magistrate".

18. Section 187 of the said act is amended by replacing, in the second line, the word "judge" by the word "magistrate".

19. Section 188 of the said act is amended

a. by replacing, in the first line of the first paragraph, the word "judge" by the word "magistrate";

b. by replacing, in the first line of the second paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

20. Section 189 of the said act is amended by replacing, in the second line of the first paragraph of the French text, the word "judge" by the word "magistrate".

21. Section 190 of the said act is amended by replacing, in the second and sixth lines, the word "judge" by the word "magistrate".

22. L'article 193 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les quatrième et cinquième lignes, les mots "cour supérieure, ou de l'un des juges de cette cour" par les mots "Cour de magistrat pour le district judiciaire de Montréal, ou de l'un des magistrats de district siégeant à Montréal".

23. L'article 194 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

24. L'article 195 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

25. L'article 265 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les troisième, quatrième et cinquième lignes, les mots "action pour dette, devant tout tribunal ayant juridiction en matière civile pour le montant réclamé" par les mots "action en la forme ordinaire, devant la Cour de magistrat pour le district judiciaire de Montréal, quel que soit le montant de la pénalité réclamée".

26. L'article 268 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat";

b) en remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "protonotaire" par le mot "greffier";

c) en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

27. L'article 272 de ladite loi est modifié

a) en y ajoutant après le mot "juge," dans la quatrième ligne du premier alinéa, les mots "le magistrat,";

b) en y ajoutant après le mot "juge," dans la troisième ligne du second alinéa, les mots "le magistrat,";

c) en y ajoutant après le mot "juge," dans la septième ligne du second alinéa, les mots "du magistrat,".

28. L'article 274 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et cinquième lignes du second alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

29. L'article 276 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

30. L'article 277 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la sixième ligne du premier alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

22. Section 193 of the said act is amended by replacing, in the third and fourth lines, the words "superior court of a judge thereof" by the words "Magistrate's Court for the judicial district of Montreal, or one of the district magistrates sitting in Montreal".

23. Section 194 of the said act is amended by replacing, in the second line, the word "judge" by the word "magistrate".

24. Section 195 of the said act is amended by replacing, in the fourth line, the word "judge" by the word "magistrate".

25. Section 265 of the said act is amended by replacing, in the third and fourth lines, the words "action of debt, before any court having civil jurisdiction for the amount demanded" by the words "action in the ordinary form before the Magistrate's Court for the judicial district of Montreal, whatever the amount of the penalty demanded may be".

26. Section 268 of the said act is amended

a. by replacing, in the fourth line, the word "judge" by the word "magistrate";

b. by replacing, in the fifth line, the word "prothonotary" by the word "clerk";

c. by replacing, in the sixth line, the word "judge" by the word "magistrate".

27. Section 272 of the said act is amended

a. by adding thereto after the word "judge," in the third line of the first paragraph, the word "magistrate";

b. by adding thereto after the word "judge," in the third line of the second paragraph, the word "magistrate";

c. by adding thereto after the word "judge," in the sixth line of the second paragraph, the word "magistrate".

28. Section 274 of the said act is amended by replacing, in the second and fifth lines of the second paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

29. Section 276 of the said act is amended by replacing, in the second line, the word "judge" by the word "magistrate".

30. Section 277 of the said act is amended by replacing, in the fifth line of the first paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

31. L'article 279 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots "l'un des juges de la Cour supérieure" par les mots "un magistrat de district".

32. L'article 280 de ladite loi, remplacé par l'article 13 de la loi 22 George V, chapitre 105, est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

33. L'article 281 de ladite loi, remplacé par l'article 9 de la loi 7 Édouard VII, chapitre 63, est modifié en remplaçant, dans les troisième et quatrième lignes, les mots "protonotaire de la Cour supérieure" par les mots "greffier de la Cour de magistrat".

34. L'article 282 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne du deuxième alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

35. L'article 283 de ladite loi, remplacé par l'article 6 de la loi 63 Victoria, chapitre 49, et par l'article 13 de la loi 19 George V, chapitre 97, est de nouveau remplacé par le suivant:

"283. Il y a appel du jugement final à la Cour de revision en matières provinciales.

Cet appel doit être interjeté dans les trente jours de la date du jugement et doit être entendu, par préséance sur les autres, avec toute la diligence possible.

Il est, quant au surplus, sujet à l'application des dispositions du Code de procédure civile relatives aux appels devant la Cour du banc du roi.

Le jugement de la Cour de revision en matières provinciales est définitif."

36. L'article 131 de la loi 19 George V, chapitre 95 (charte de la cité de Québec) est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "juge de la Cour supérieure," par les mots "magistrat de district siégeant".

37. L'article 133 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

38. L'article 135 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et neuvième lignes, le mot "juge" par le mot "magistrat".

39. L'article 136 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les deuxième et troisième lignes, les mots "protonotaire de la Cour supérieure" par les mots "gref-

31. Section 279 of the said act is amended by replacing, in the second and third lines of the first paragraph, the words "any one of the judges of the superior court" by the words "a district magistrate".

32. Section 280 of the said act, replaced by section 13 of the act 22 George V, chapter 105, is amended by replacing, in the fifth line of the first paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

33. Section 281 of the said act, replaced by section 9 of the act 7 Edward VII, chapter 63, is amended by replacing, in the fourth and fifth lines, the words "prothonotary of the Superior Court" by the words "clerk of the Magistrate's Court".

34. Section 282 of the said act is amended by replacing, in the sixth line of the second paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

35. Section 283 of the said act, replaced by section 6 of the act 63 Victoria, chapter 49 and by section 13 of the act 19 George V, chapter 97, is again replaced by the following:

"283. There shall be an appeal from the final judgment to the Court of Review in Provincial Matters.

Such appeal must be taken within thirty days from the date of the judgment and must be heard with priority over other appeals and with all possible diligence.

It shall, in other respects, be subject to the provisions of the Code of Civil Procedure relating to appeals before the Court of King's Bench.

The judgment of the Court of Review in Provincial Matters shall be final."

36. Section 131 of the act 19 George V, chapter 95 (Charter of the city of Quebec) is amended by replacing, in the third and fourth lines, the words "judge of the Superior Court" by the words "district magistrate sitting".

37. Section 133 of the said act is amended by replacing, in the first line, the word "judge" by the word "magistrate".

38. Section 135 of the said act is amended by replacing, in the first line, the word "judge" by the word "magistrate", and in the ninth line, the word "judge" by the word "magistrate."

39. Section 136 of the said act is amended by replacing, in the second and third lines, the words "prothonotary of the Superior Court" by the words "clerk

fier de la Cour de magistrat pour le district judiciaire de Québec”.

40. L'article 140 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la troisième ligne du premier alinéa, les mots "l'un des juges de la Cour supérieure" par les mots "un magistrat de district”.

41. L'article 141 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat”.

42. L'article 142 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne, les mots "protonotaire de la Cour supérieure" par les mots "greffier de la Cour de magistrat”.

43. L'article 143 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la huitième ligne du deuxième alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat”.

44. L'article 144 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"144. Il y a appel du jugement final à la Cour de revision en matières provinciales.

Cet appel doit être interjeté dans les trente jours de la date du jugement et doit être entendu, par présence sur les autres, avec toute la diligence possible.

Il est, quant au surplus, sujet à l'application des dispositions du Code de procédure civile relatives aux appels devant la Cour du banc du roi.

Le jugement de la Cour de revision en matières provinciales est définitif.”

45. Toute juridiction attribuée, par une loi spéciale régissant une cité ou une ville, à la Cour supérieure ou à la Cour de circuit ou à un juge de l'une ou de l'autre de ces cours, en matières de nouveau recensement et de nouveau dépouillement des votes, d'élections contestées et d'appel des décisions confirmant, corrigeant ou modifiant la liste des électeurs, sera désormais exercée exclusivement par la Cour de magistrat ou, selon le cas, par un magistrat de district, nonobstant toute disposition inconciliable d'une telle loi spéciale.

46. Toute juridiction d'appel attribuée, par une loi spéciale régissant une cité ou une ville, à un autre tribunal que la Cour de revision en matières provinciales, en ce qui concerne les contestations d'élections, la revision des rôles d'évaluation et la perception de taxes, sera désormais exercée exclusivement par la Cour de revision en matières provinciales, nonobstant toute disposition inconciliable d'une telle loi spéciale.

of the Magistrate's Court for the judicial district of Québec”.

40. Section 140 of the said act is amended by replacing, in the second and third lines of the first paragraph, the words "one of the judges of the Superior Court" by the words "a district magistrate”.

41. Section 141 of the said act is amended by replacing, in the fifth line of the first paragraph, the word "judge" by the word "magistrate”.

42. Section 142 of the said act is amended by replacing, in the fourth line, the words "prothonotary of the Superior Court" by the words "clerk of the Magistrate's Court”.

43. Section 143 of the said act is amended by replacing, in the sixth line of the second paragraph, the word "judge" by the word "magistrate”.

44. Section 144 of the said act is replaced by the following:

"144. There shall be an appeal from the final judgment to the Court of Review in Provincial Matters.

Such appeal must be taken within thirty days of the judgment and must be heard with priority over other appeals and with all possible diligence.

It shall, in other respects, be subject to the provisions of the Code of Civil Procedure relating to appeals before the Court of King's Bench.

The judgment of the Court of Review in Provincial Matters shall be final.”

45. Every jurisdiction assigned, by a special act governing a city or a town, to the Superior Court or the Circuit Court or to a judge of either of such courts, in matters of the recount and re-addition of votes, controverted elections and appeals from decisions confirming, correcting or modifying the electoral list, shall henceforth be exercised exclusively by the Magistrate's Court, or by a district magistrate, as the case may be, notwithstanding any contrary provision of such special act.

46. Every appellate jurisdiction assigned, by a special act governing a city or a town, to a court other than the Court of Review in Provincial Matters, respecting contestations of elections, the revision of valuation rolls and the collection of taxes, shall henceforth be exercised exclusively by the Court of Review in Provincial Matters, notwithstanding any contrary provision of such special act.

47. Les tribunaux et juges dessaisis de certaines juridictions par les dispositions ci-dessus entendront néanmoins et décideront les affaires commencées devant eux lors de l'entrée en vigueur de ces dispositions.

48. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction, sauf les articles 6, 7, 8, 9, 10, 35, 44 et 46 qui entreront en vigueur en même temps que la Loi instituant la Cour de revision en matières provinciales (13 George VI, chapitre 18).

47. The courts and judges deprived of certain jurisdictions by the foregoing provisions shall nevertheless hear and decide matters pending before them when such provisions come into force.

48. This act shall come into force on the day of its sanction, save sections 6, 7, 8, 9, 10, 35, 44 and 46 which shall come into force at the same time as the Act to institute the Court of Review in Provincial Matters (13 George VI, chapter 18).

14-15 GEORGE VI, BILL 28

Loi relative à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 2 de la Loi relative à la destitution de certains officiers municipaux (Statuts refondus, 1941, chapitre 235) est modifié en remplaçant le paragraphe 1° par le suivant:

"1° Le mot "magistrat" désigne un magistrat de district;"

2. L'article 4 de ladite loi est modifié
a) en remplaçant, dans les deuxième, troisième et quatrième lignes du premier alinéa, les mots "juge en chef ou au juge en chef suppléant de la Cour supérieure" par les mots "magistrat de district en chef ou au magistrat de district en chef adjoint";

b) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

3. L'article 5 de ladite loi est remplacé par le suivant:

"5. Le magistrat de district en chef ou, selon le cas, le magistrat de district en chef adjoint, sur cette demande, désigne un magistrat pour faire cette enquête."

4. L'article 6 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa et dans la première ligne du second alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

5. L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne du

14-15 GEORGE VI, BILL 28

An Act respecting the dismissal of managers and certain other municipal officers

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Section 2 of the Municipal Officers Dismissal Act (Revised Statutes, 1941, chapter 235) is amended by replacing paragraph 1 thereof by the following:

"1. The word "magistrate" means the district magistrate;"

2. Section 4 of the said act is amended
a. by replacing, in the second, third and fourth lines of the first paragraph, the words "chief justice or the acting chief justice of the Superior Court" by the words "chief district magistrate or the associate chief district magistrate";

b. by replacing, in the seventh line of the first paragraph, the word "judge" by the word "magistrate".

3. Section 5 of the said act is replaced by the following:

"5. The chief district magistrate or the associate chief district magistrate, on such application, shall designate a magistrate to hold such inquiry."

4. Section 6 of the said act is amended by replacing, in the first line of the first paragraph and in the first line of the second paragraph thereof, the word "judge" by the word "magistrate".

5. Section 7 of the said act is amended by replacing, in the second line of the

premier alinéa et dans la première ligne du second alinéa, le mot "juge" par le mot "magistrat".

6. L'article 8 de ladite loi est modifié
a) en remplaçant chaque fois qu'il s'y trouve, le mot "juge" par le mot "magistrat";

b) en retranchant, dans la quatrième ligne du second alinéa, les mots "de l'industrie et du commerce".

7. L'article 9 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la première ligne, le mot "juge" par le mot "magistrat".

8. Lorsque, par une loi générale ou spéciale régissant une corporation de cité ou de ville, une juridiction concernant l'engagement, la suspension ou la destitution d'un gérant de cité ou de ville est attribuée à une commission, à une régie, à un juge ou à un tribunal autre que la Cour de magistrat ou qu'un magistrat de district, cette juridiction sera désormais exercée par le magistrat de district en chef ou le magistrat de district en chef adjoint, selon la juridiction administrative de chacun d'eux, ou par un magistrat de district désigné par l'un ou par l'autre, suivant le cas.

9. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

first paragraph and in the first line of the second paragraph thereof, the word "judge" by the word "magistrate".

6. Section 8 of the said act is amended
a. by replacing, wherever it is found, the word "judge" by the word "magistrate";

b. by striking out, in the fourth and fifth lines of the second paragraph, the words "Trade and Commerce".

7. Section 9 of the said act is amended by replacing, in the first line, the word "judge's" by the word "magistrate's".

8. Whenever, by a general law or special act governing a city or town corporation, a jurisdiction respecting the hiring, suspension or dismissal of a city or town manager is assigned to a commission, board, judge or court other than the magistrate's court or a district magistrate, such jurisdiction shall henceforth be exercised by the chief district magistrate or the associate chief district magistrate, according to their respective administrative jurisdictions, or by a district magistrate designated by the one or the other, as the case may be.

9. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 31

Loi concernant la Commission de relations ouvrières et les conseils d'arbitrage

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. La Loi des relations ouvrières (Statuts refondus, 1941, chapitre 162A, édicté par l'article 1 de la loi 8 George VI, chapitre 30,) est modifiée en y ajoutant, après l'article 41, le suivant:

"41a. Aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre la Commission, ni contre aucun de ses membres, en raison d'une décision, d'une procédure ou d'un acte quelconque relevant de l'exercice de leurs fonctions.

L'article 50 du Code de procédure civile ne s'applique pas à la Commission."

2. La Loi des différends ouvriers de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre

14-15 GEORGE VI, BILL 31

An Act respecting the Labour Relations Board and councils of arbitration

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The Labour Relations Act (Revised Statutes, 1941, chapter 162A, enacted by section 1 of the act 8 George VI, chapter 30), is amended by adding thereto, after section 41, the following:

"41a. No writ of *quo warranto*, of *mandamus*, of *certiorari*, of prohibition or injunction may be issued against the Board, or against any of its members, on account of a decision, a procedure or any act whatsoever relating to the exercise of their functions.

Article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to the Board."

2. The Quebec Trade Disputes Act (Revised Statutes, 1941, chapter 167) is

167) est modifiée en y ajoutant, après l'article 33, le suivant:

"34. Aucun bref de *quo warranto*, de *mandamus*, de *certiorari*, de prohibition ou d'injonction ne peut être émis contre un conseil d'arbitrage, ni contre aucun de ses membres, en raison d'une décision, d'une procédure ou d'un acte quelconque relevant de l'exercice de leurs fonctions.

L'article 50 du Code de procédure civile ne s'applique pas aux conseils d'arbitrage."

3. L'article 15 de la loi 13 George VI, chapitre 26, est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"L'article 50 du Code de procédure civile ne s'applique pas aux conseils d'arbitrage."

4. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

amended by adding thereto, after section 33, the following:

"34. No writ of *quo warranto*, of *mandamus*, of *certiorari*, of prohibition or injunction may be issued against a council of arbitration or against any of its members, on account of a decision, a procedure or any act whatsoever relating to the exercise of their functions.

Article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to councils of arbitration."

3. Section 15 of the act 13 George VI, chapter 26, is amended by adding thereto the following paragraph:

"Article 50 of the Code of Civil Procedure shall not apply to councils of arbitration."

4. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 36

Loi concernant l'expropriation

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. L'article 1066v du Code de procédure civile, édicté par l'article 1 de la loi 4 George VI, chapitre 71, est remplacé par le suivant:

"1066v. Le ministre ayant la direction des travaux publics pour lesquels l'expropriation est requise peut faire déposer au bureau d'enregistrement de la division où est situé l'immeuble ou le droit réel qu'il veut exproprier, le plan, la description et l'évaluation prévus par l'article 1066c, avec un certificat du trésorier de la province attestant qu'il paiera, à même le fonds consolidé du revenu, l'indemnité qui sera fixée.

Lorsque l'expropriation de plusieurs immeubles est requise pour les fins de la Loi de la voirie, il est loisible au ministre de ne déposer qu'un plan général comprenant ces immeubles, avec un estimé global de toutes les indemnités et un certificat du trésorier de la province attestant qu'il paiera, à même le fonds consolidé du revenu, les indemnités qui seront fixées.

Le ministre peut, au besoin et avec le même effet, déposer un plan et une description amendés.

Le dépôt ci-dessus prévu transporte au gouvernement de la province la propriété

14-15 GEORGE VI, BILL 36

An Act respecting expropriation

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. Article 1066v of the Code of Civil Procedure, enacted by section 1 of the act 4 George VI, chapter 71, is replaced by the following:

"1066v. The Minister having charge of public works for which the expropriation is requisite may cause to be deposited in the registry office of the division, in which is situated the immovable or real right which he wishes to expropriate, the plan, with description and valuation, contemplated in article 1066c, together with a certificate of the Provincial Treasurer attesting that he will pay the indemnity fixed out of the consolidated revenue fund.

When the expropriation of several immovables is required for the purposes of the Roads Act, the Minister may deposit a general plan only, including such immovables, together with an aggregate estimate of all the indemnities and a certificate of the Provincial Treasurer attesting that he will pay the indemnities to be fixed out of the consolidated revenue fund.

The Minister may if need be, and with the same effect, deposit an amended plan and description.

The deposit hereinabove contemplated shall convey to the Government of the

de l'immeuble ou le droit réel exproprié, libre de toute charge autre que l'obligation de payer l'indemnité adjugée, sur laquelle seuls les droits réels affectant l'immeuble sont conservés et peuvent être exercés. A compter de ce dépôt, le ministre est saisi de la possession de l'immeuble ou du droit réel et peut prendre tous les moyens nécessaires pour faire cesser toute résistance à sa possession.

L'indemnité d'expropriation est payable à même le fonds consolidé du revenu.

2. La présente loi n'affecte pas les causes pendantes.

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

Province the ownership of the immovable or the real right expropriated, free from any encumbrance other than the obligation to pay the indemnity awarded, upon which alone the real rights affecting the immovable shall be conserved and may be exercised. From the date of such deposit, the Minister shall be seized of the possession of the immovable or of the real right and may take all required steps to cause all resistance to his possession to cease.

The expropriation indemnity shall be payable out of the consolidated revenue fund.

2. This act shall not affect pending cases.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 37

Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le titre de la loi 12 George VI, chapitre 37, est remplacé par le suivant: "Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie et le district électoral de Saguenay"

2. Le préambule de ladite loi est modifié en y ajoutant après le mot "Gaspésie", dans les deuxième et troisième lignes du premier alinéa, les mots "et le district électoral de Saguenay".

3. L'article 2 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du premier alinéa, les mots "et Iles-de-la-Madeleine" par les mots "Iles-de-la-Madeleine et Saguenay".

4. L'article 4 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, le mot "douze" par le mot "huit".

5. L'article 6 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans la quatrième ligne du second alinéa, le mot "douze" par le mot "huit".

6. L'article 7 de ladite loi est modifié en remplaçant, dans les première et deuxième

14-15 GEORGE VI, BILL 37

An Act to amend the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Québec, enacts as follows:

1. The title of the act 12 George VI, chapter 37, is replaced by the following: "An Act respecting title-deeds in the Gaspesian area and the electoral district of Saguenay"

2. The preamble of the said act is amended by adding, after the word "area" in the third line of the first paragraph, the words "and the electoral district of Saguenay".

3. Section 2 of the said act is amended by replacing, in the fifth and sixth lines of the first paragraph, the words "and the Magdalen Islands" by the words "the Magdalen Islands and Saguenay".

4. Section 4 of the said act is amended by replacing, in the seventh line of the first paragraph, the word "twelve" by the word "eight".

5. Section 6 of the said act is amended by replacing in the fourth line of the second paragraph, the word "twelve" by the word "eight".

6. Section 7 of the said act is amended by replacing, in the first line of the first

me lignes du premier alinéa, les mots "de l'année qui suit" par les mots "des huit mois qui suivent".

7. L'article 8 de ladite loi est modifié

a) en remplaçant, dans la première ligne du premier alinéa, le mot "douze" par le mot "huit";

b) en remplaçant, dans la deuxième ligne du troisième alinéa, les mots "trois années" par les mots "dix-huit mois".

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

paragraph, the word "year" by the words "eight months."

7. Section 8 of the said act is amended

a. by replacing, in the first line of the first paragraph, the word "twelve" by the word "eight";

b. by replacing, in the second and third lines of the third paragraph, the words "three years" by the words "eighteen months".

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 41

Loi modifiant la Loi concernant la preuve de certains documents de banque

[Sanctionnée le 14 février 1951]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

1. Le titre de la loi 12 George VI, chapitre 44, est remplacé par le suivant:

"Loi concernant la preuve photographique de certains documents".

2. Le préambule de ladite loi est abrogé.

3. La formule du décret de ladite loi est modifiée en retranchant, dans la première ligne, les mots "A ces causes,".

4. L'article 1 de ladite loi est modifié en remplaçant le paragraphe b par le suivant:

"b) "institution" désigne le gouvernement de la province, la Banque du Canada, les autres banques actuelles à charte fédérale et les compagnies d'assurance sur la vie faisant affaires dans la province en vertu d'un permis émis sous l'empire de la Loi des assurances de Québec;".

5. Les articles 2, 3 et 4 de ladite loi sont remplacés par les suivants:

"2. Une épreuve, agrandie ou non, tirée d'une pellicule photographique d'un document sous la garde ou en la possession d'une institution fait preuve pour toutes fins, au même titre que l'original, pourvu que ce document ait été reproduit au moyen d'une pellicule photographique par toute personne autorisée à cette fin par le trésorier de la province, en présence d'un employé de cette institution et qu'il ait

14-15 GEORGE VI, BILL 41

An Act to amend the Act respecting the proof of certain bank documents

[Assented to, the 14th of February, 1951]

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. The title of the act 12 George VI, chapter 44, is replaced by the following:

"An Act respecting the photographic proof of certain documents".

2. The preamble of the said act is repealed.

3. The enacting clause of the said act is amended by striking out, in the first line, the word "Therefore,".

4. Section 1 of the said act is amended by replacing paragraph b by the following:

"b. "Institution" means the Government of the Province, the Bank of Canada, the other existing banks with federal charter and the life insurance companies carrying on business in the Province by virtue of a license issued under the Quebec Insurance Act;".

5. Sections 2, 3 and 4 of the said act are replaced by the following:

"2. A print, whether enlarged or not, made from a photographic film of a document in the custody or possession of an institution, shall make the same proof for all purposes as the original, provided such document shall have been reproduced by means of a photographic film by any person thereto authorized by the Provincial Treasurer, in the presence of an employee of such institution and provided

été subséquemment détruit en présence des mêmes personnes.

Dans le cas de documents sous la garde ou en la possession du gouvernement, ils doivent être reproduits photographiquement et détruits en présence de l'assistant-procureur général ou du greffier du Conseil exécutif.

3. Immédiatement après la destruction du document, la personne qui l'a photographié et celle qui a assisté à cette photographie doivent attester sous leur signature et sous serment les faits relatifs à la photographie et à la destruction du document.

Cette déclaration doit être faite en deux exemplaires.

S'il s'agit de documents sous la garde ou en la possession du gouvernement, un exemplaire est déposé dans les archives du département concerné et l'autre, dans les archives du département du Conseil exécutif; dans tout autre cas, un exemplaire est conservé par l'institution concernée et l'autre, déposé en l'étude de tout notaire choisi par la Chambre des notaires de la province.

4. Lorsqu'il s'agit de faire la preuve d'un document photographié et détruit conformément à la présente loi, la déclaration visée à l'article 3 doit être produite en même temps que l'épreuve tirée de la pellicule contenant la reproduction photographique du document.

Au lieu de l'original de la déclaration, il peut en être produit une copie ou un extrait certifié par l'assistant-procureur général ou le greffier du Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de documents sous la garde ou en la possession du gouvernement, ou, dans les autres cas, certifié par le notaire qui l'a reçu en dépôt ou par le protonotaire de la Cour supérieure ou le notaire dépositaire de ce greffe, lorsque celui-ci a fait l'objet d'une transmission ou d'une cession."

6. L'article 5 de ladite loi est modifié en y ajoutant l'alinéa suivant:

"Cependant ce délai est porté à quinze ans lorsqu'il s'agit d'un document sous la garde ou en la possession du gouvernement ou d'une inscription dans un registre ou livre de ce dernier."

7. Le lieutenant-gouverneur en conseil peut organiser, au département du Conseil exécutif, un service pour la reproduction photographique des documents qu'il désigne et qui sont sous la garde ou en la possession du gouvernement de la province, ainsi que pour la classification et la conservation des reproductions photographiques de ces documents.

it be subsequently destroyed in the presence of such persons.

In the case of documents in the custody or possession of the Government, they must be photographically reproduced and destroyed in the presence of the Deputy Attorney-General or of the Clerk of the Executive Council.

3. Immediately after the destruction of the document, the person who photographed it and the person who was present when it was photographed shall attest under their signature and under oath the facts relating to the photographing and to the destruction of the document.

Such declaration shall be made in duplicate.

With respect to documents in the custody or possession of the Government, one copy shall be deposited in the archives of the department concerned and the other in the archives of the Department of the Executive Council; in every other case, one copy shall be preserved by the institution concerned and the other deposited in the office of any notary chosen by the Board of Notaries of the Province.

4. When evidence is to be made of a document photographed and destroyed in accordance with this act, the declaration mentioned in section 3 shall be filed together with the print made from the film containing the photographic reproduction of the document.

Instead of the original of the declaration there may be filed a copy or an extract certified by the Deputy Attorney-General or the Clerk of the Executive Council in cases of documents in the custody or possession of the Government, or, in other cases, certified by the notary with whom it was deposited or by the prothonotary of the Superior Court or the notary with whom the notarial records have been deposited, when such records have been transferred or assigned."

6. Section 5 of the said act is amended by adding thereto the following paragraph:

"Such delay however shall be extended to fifteen years in the case of a document in the custody or possession of the Government or an entry in a register or book of the latter."

7. The Lieutenant-Governor in Council may organise, in the Department of the Executive Council, a branch for the photographic reproduction of any documents which he may designate and which are in the custody or possession of the Government of the Province, as well as for the classification and preservation of the photographic reproductions of such documents.

Les dépenses encourues à ces fins par le gouvernement de la province sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

The expenses incurred by the Government of the Province for such purposes shall be paid out of the consolidated revenue fund.

8. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

8. This act shall come into force on the day of its sanction.

14-15 GEORGE VI, BILL 9

14-15 GEORGE VI, BILL 9

Loi modifiant la Loi concernant les statuts

An Act to amend the Interpretation Act

[Sanctionnée le 16 novembre 1950]

[Assented to, the 16th of November, 1950]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

HIS MAJESTY, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

1. La Loi concernant les statuts (Statuts refondus, 1941, chapitre 1) est modifiée en y ajoutant, après l'article 10, le suivant:

1. The Interpretation Act (Revised Statutes, 1941, chapter 1) is amended by adding thereto, after section 10, the following:

"10a. L'abrogation, le remplacement ou la modification d'une disposition législative contenue dans un statut refondu comporte et a toujours comporté l'abrogation, le remplacement ou la modification de la disposition législative qu'elle reproduit."

"10a. The repeal, replacement or amendment of a legislative enactment contained in a revised statute implies and has always implied the repeal, replacement or amendment of the legislative enactment which it reproduces."

2. L'article 55 de ladite loi, modifié par l'article 1 de la loi 10 George VI, chapitre 9, est de nouveau modifié en remplaçant, dans la cinquième ligne du troisième alinéa de la version française, les mots "du jour" par les mots "de la date".

2. Section 55 of the said act, amended by section 1 of the act 10 George VI, chapter 9, is again amended by replacing, in the fifth line of the third paragraph of the French version, the words "du jour" by the words "de la date".

3. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

3. This act shall come into force on the day of its sanction.

Index de la Gazette officielle de Québec, Supplément N° 7A

Index of the Quebec Official Gazette, Supplement No. 7A

BILL	TITRE	TITLE	PAGE
15	Loi pour faciliter la construction d'habitations familiales.....	An Act to facilitate the construction of family dwellings.....	1
16	Loi modifiant la Loi accordant aux municipalités des pouvoirs spéciaux pour remédier à la crise du logement.....	An Act to amend the Act to grant to municipalities special powers to remedy the housing shortage.....	2
5	Loi autorisant le prêt d'une somme additionnelle de huit millions de dollars aux cultivateurs.....	An Act to authorize the loan of an additional sum of eight million dollars to farmers.....	3

BILL	TITRE	TITLE	PAGE
27	Loi pour assurer aux pêcheurs de plus grandes facilités de crédit.....	An Act to ensure greater credit facilities to fishermen.....	4
18	Loi pour faciliter le succès de la souscription en faveur du Collège de Lévis.....	An Act to facilitate the success of the subscription for the College of Lévis.....	4
19	Loi concernant le Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.....	An Act respecting the Séminaire Sainte-Marie de Shawinigan.....	5
7	Loi modifiant la Loi concernant les publications et la morale publique.	An Act to amend the Act respecting Publications and Public Morals...	6
25	Loi des recours judiciaires en matières municipales et scolaires.....	Municipal and School Matters Judicial Recourses Act.....	6
28	Loi relative à la destitution de gérants et de certains autres officiers municipaux.....	An Act respecting the dismissal of managers and certain other municipal officers.....	13
31	Loi concernant la Commission de relations ouvrières et les conseils d'arbitrage.....	An Act respecting the Labour Relations Board and councils of arbitration.....	14
36	Loi concernant l'expropriation.....	An Act respecting expropriation....	15
37	Loi modifiant la Loi relative aux titres de propriété dans la Gaspésie	An Act to amend the Act respecting title-deeds in the Gaspesian area..	16
41	Loi modifiant la Loi concernant la preuve de certains documents de banque.....	An Act to amend the Act respecting the proof of certain bank documents.....	17
9	Loi modifiant la Loi concernant les statuts.....	An Act to amend the Interpretation Act.....	19